

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et des Sports;
Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006;
Arrête :

Article unique. A l'article 24, 6°, a, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2003 d'application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés, les mots « plus, à une date fixée par le Ministre, » sont remplacés par les mots « et, à partir du premier janvier 2008, ».

Bruxelles, le 23 juin 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
C. EERDEKENS.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3804

[2006/202966]

23 JUNI 2006. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van artikel 24 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2003 houdende toepassing van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2003 houdende toepassing van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra, inzonderheid op artikel 24, 6°, a;

Gelet op het advies van de Hoge raad voor lichamelijke opvoeding, sport en het openluchtlevens, gegeven op 18 januari 2006;

Gelet op het advies nr. 40.401/4 van de Raad van State, uitgebracht op 29 mei 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2006,

Besluit :

Enig artikel. In artikel 24, 6°, a, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2003 houdende toepassing van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra, worden de woorden „, op een datum die door de Minister bepaald wordt,“ vervangen door de woorden „en, vanaf 1 januari 2008,“.

Brussel, 23 juni 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 3805

[2006/202955]

23 JUIN 2006. — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française instituant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement d'instances d'avis tombant dans le champ d'application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, notamment l'article 16 modifié par le décret du 20 juillet 2005;

Vu le décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture;

Vu le décret du 26 mai 1981 instituant un Conseil supérieur des arts et des traditions populaires et du folklore;

Vu le décret du 5 juillet 1985 instituant le Conseil d'héraldique et de vexillologie de la Communauté française et fixant le drapeau, le sceau et les armoiries des villes et des communes;

Vu le décret du 24 décembre 1990 relatif aux langues régionales endogènes;

Vu le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels;

Vu le décret du 13 juillet 1994 relatif au théâtre pour l'enfance et la jeunesse;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française;

Vu le décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales;

Vu le décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène;

Vu le décret du 12 mai 2004 relatif à l'enregistrement d'armoires de personne physique ou d'association familiale en Communauté française;

Vu le décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 5 juillet 1985 créant une Commission des lettres de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 21 octobre 1987 portant création de la Commission consultative du théâtre amateur;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 avril 1988 fixant les modalités de l'aide à l'édition dans la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juin 1988 instituant la Commission consultative des Arts plastiques de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mars 1990 portant création du Conseil du Livre de la Communauté française Wallonie-Bruxelles;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1990 instituant un Conseil supérieur d'Ethnologie de la Communauté française de Belgique;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 mars 1991 instituant un Conseil des Langues régionales endogènes de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 octobre 1991 fixant les modalités de l'aide à la diffusion dans la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1992 portant création du Conseil supérieur de la langue française de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 1994 relatif à la commission consultative des centres culturels;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du service public de la lecture;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 40.310/4, donné le 17 mai 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Culture;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions communes concernant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement des instances d'avis

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par « décret sur les instances d'avis » : le décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel tel que modifié par le décret du 20 juillet 2005;

Art. 2. Les membres de l'instance d'avis sont nommés pour un mandat d'une durée de cinq ans.

Sont renouvelés dans les neuf mois qui suivent l'installation des membres du Conseil de la Communauté française :

1^o les membres siégeant en leur seule qualité de représentant de tendances idéologiques et philosophiques,

2^o les membres siégeant en qualité de professionnel, d'expert, d'usager, de représentant d'une organisation représentative d'utilisateurs agréée, et qui se réclament d'une tendance idéologique et philosophique.

Art. 3. Hormis les membres représentant les organisations représentatives d'utilisateurs agréées, les membres de l'instance d'avis siègent à titre personnel.

Art. 4. En sus des membres avec voix délibérative, l'instance d'avis comprend au moins les membres avec voix consultative suivants :

1^o le directeur général de la culture près le Ministère de la Communauté française ou son représentant et un représentant de l'Inspection générale;

2^o le représentant du Ministre ayant dans ses attributions la matière relevant du champ de compétence de l'instance d'avis.

Art. 5. Le Gouvernement établit une liste de réserve composée d'un nombre de membres suppléants au moins égal à l'addition :

1^o du nombre de membres effectifs représentant les tendances idéologiques et philosophiques et,

2^o de la moitié du nombre de membres effectifs de la catégorie des experts et/ou des usagers et/ou des professionnels et de la catégorie des représentants des organisations représentatives d'utilisateurs agréées.

Cette pondération ne s'applique pas à la Commission du patrimoine oral et immatériel visée aux articles 22 et 23.

Art. 6. En cas de démission, de décès, d'exclusion ou lors de toutes autres vacances d'un membre, le Gouvernement pourvoit à son remplacement dans les neuf mois de la notification de la vacance par l'instance d'avis concernée.

Le membre remplacé ne peut l'être que par un membre suppléant de la même catégorie.

Art. 7. L'instance d'avis ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée conformément aux dispositions prévues dans son règlement d'ordre intérieur.

En l'absence du quorum requis, l'instance est tenue d'organiser une séance dans le mois; au cours de cette nouvelle séance, elle délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Art. 8. Les débats de l'instance relatifs à des bénéficiaires individualisés sont secrets.

Art. 9. Les avis sont rendus à la majorité simple en l'absence de règles de vote dans le Règlement d'ordre intérieur de l'instance. En cas de parité, la voix du Président est prépondérante.

TITRE II. — Dispositions spécifiques concernant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement

CHAPITRE I^{er}. — Des secteurs du Patrimoine culturel et des Arts plastiques

Section 1^{re}. — Du Conseil d'Ethnologie

Art. 10. Le Conseil donne des avis sur toute demande de subvention introduite auprès de la Communauté française et portant sur les enquêtes, la recherche, les publications de toute nature en matière d'ethnologie, d'arts et de traditions populaires.

Art. 11. Le Conseil peut entendre tout exposé ou communication scientifique venant de l'un de ses membres ou de tout spécialiste belge ou étranger.

Art. 12. Le Conseil est composé de quatorze membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° cinq experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience en ethnologie;
- 2° trois experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience en arts et traditions populaires;
- 3° un expert justifiant d'une compétence ou d'une expérience en sciences et technologies de l'information et de la documentation dans le domaine de l'ethnologie;
- 4° un représentant d'organisation représentative d'utilisateurs agréée;
- 5° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Section 2. — Du Conseil d'Héraldique et de Vexillologie

Art. 13. Le Conseil formule toute recommandation, proposition ou avis sur toutes les questions relatives aux politiques menées dans le domaine de l'héraldique et de la vexillologie. Il donne plus particulièrement des avis sur les demandes de reconnaissance d'armoiries, sceaux et drapeaux introduites par les villes et communes auprès de la Communauté française.

Le Conseil peut délivrer des attestations de l'usage immémorial, par les villes et les communes, des armoiries, sceaux et drapeaux.

Art. 14. Le Conseil est composé de onze membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° cinq experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience en héraldique, vexillologie ou sigillographie, dont deux au moins sont titulaires d'une licence ou d'un master en histoire;
- 2° un expert titulaire d'un doctorat, d'une licence ou d'un master en droit;
- 3° un représentant d'organisation représentative d'utilisateurs agréée;
- 4° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Section 3. — Du Conseil des Musées et des autres institutions muséales

Art. 15. Le Conseil donne les avis prévus par le décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales, ainsi que sur toutes les questions relatives à la politique des musées et des autres institutions muséales.

Art. 16. Le Conseil est composé de seize membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

1° sept experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine des musées, chacun d'entre eux étant respectivement compétent dans l'un des domaines suivants :

- a) beaux-arts et arts appliqués;
- b) histoire et archéologie;
- c) sciences, techniques et sciences naturelles;
- d) ethnographie;
- e) musées spécialisés ou régionaux;
- f) muséologie;
- g) médiation pédagogique;

2° deux experts issus d'une association ayant pour objet social au moins la défense des usagers ou d'une catégorie d'usagers;

- 3° trois représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;
- 4° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Section 4. — Du Conseil des Centres d'archives privées

Art. 17. Le Conseil donne les avis prévus par le décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique, ainsi que sur toutes les questions relatives à la politique des archives privées.

Art. 18. § 1^{er} Le Conseil est composé de quinze membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

1° huit experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience en archivistique contemporaine et titulaires d'une licence ou d'un master en histoire, dont trois titulaires d'un séminaire en histoire contemporaine dans une université de la Communauté française délivrant un master en histoire;

2° un expert justifiant d'une compétence ou d'une expérience en sciences de l'information et de la documentation et plus particulièrement en technologies de l'information et de la communication;

3° un professionnel exerçant son activité dans le secteur muséal;

4° un représentant d'organisation représentative d'utilisateurs agréée;

5° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

§ 2. En sus des membres visés à l'article 4 du présent arrêté, le Conseil comprend dans sa composition, avec voix consultative, un membre du Conseil des bibliothèques.

Art. 19. Le Conseil organise au moins une réunion annuelle conjointe avec le Comité de pilotage créé par l'article 11 du décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique.

Section 5. — De la Commission du Patrimoine culturel mobilier

Art. 20. Outre les missions qui lui sont confiées en vertu du décret du 11 juillet 2002 relatif aux Biens culturels mobiliers et au Patrimoine immatériel de la Communauté française, la Commission formule tout avis ou recommandation ou proposition relatif aux politiques menées en matière de protection du patrimoine culturel mobilier.

Art. 21. La Commission est composée de dix-sept membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

1° trois experts justifiant d'une compétence et d'une expérience dans l'un des domaines suivants :

a) le patrimoine culturel préhistorique, protohistorique ou antique;

b) le patrimoine artistique ou historique du Moyen-Age et des Temps modernes;

c) le patrimoine artistique ou historique des dix-neuvième et vingtième siècles;

d) le patrimoine scientifique ou technique;

e) le patrimoine ethnologique;

f) les archives;

2° trois experts membres du corps académique d'une université;

3° deux experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience en conservation-restauration;

4° un expert titulaire d'un doctorat, d'une licence ou d'un master en droit;

5° deux professionnels exerçant la fonction de conservateur d'un musée reconnu par la Communauté française;

6° deux représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;

7° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Section 6. — De la Commission du Patrimoine oral et immatériel

Art. 22. La Commission donne des avis prévus au chapitre VII du décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française, ainsi que sur les politiques relatives au patrimoine immatériel de la Communauté française.

Art. 23. § 1^{er}. La Commission est composée de quinze membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement et répartis comme suit :

1° sept membres proposés par le Conseil d'Ethnologie en raison de leur compétence ou leur expérience professionnelle dans les domaines de la tradition, de l'artisanat, de l'ethnologie, particulièrement les rites, les coutumes, la mythologie et les jeux;

2° trois membres proposés par le Conseil interdisciplinaire des Arts de la Scène en raison de leur compétence ou leur expérience professionnelle dans les domaines de la danse, la musique et le théâtre;

3° un membre proposé par la Commission consultative des Arts plastiques en raison de sa compétence ou de son expérience professionnelle dans le domaine des savoir-faire traditionnels;

4° un membre proposé par le Conseil des langues régionales endogènes de la Communauté française en raison de sa compétence ou de son expérience professionnelle dans le domaine des langues régionales endogènes;

5° un membre proposé par le Conseil de la langue française et de la politique linguistique en raison de sa compétence ou de son expérience professionnelle dans le domaine de la langue;

6° un membre proposé par la Commission des lettres en raison de sa compétence ou de son expérience professionnelle dans le domaine de la littérature;

7° un membre proposé par la Commission consultative du Patrimoine culturel mobilier.

§ 2. La Commission est composée de huit membres suppléants nommés par le Gouvernement et répartis comme suit :

1° deux membres proposés par le Conseil d'Ethnologie en raison de leur compétence ou de leur expérience professionnelle dans les domaines de la tradition, de l'artisanat, de l'ethnologie, particulièrement les rites, les coutumes, la mythologie et les jeux;

2° un membre proposé par le Conseil interdisciplinaire des Arts de la Scène en raison de sa compétence ou son expérience professionnelle dans les domaines de la danse, la musique et l'expression théâtrale;

3° un membre proposé par la Commission consultative des Arts plastiques en raison de sa compétence ou de son expérience professionnelle dans le domaine des savoir-faire traditionnels;

4° un membre proposé par le Conseil des langues régionales endogènes de la Communauté française en raison de sa compétence ou de son expérience professionnelle dans le domaine des langues régionales endogènes;

5° un membre proposé par le Conseil de la langue française et de la politique linguistique en raison de sa compétence ou de son expérience professionnelle dans le domaine de la langue;

6° un membre proposé par la Commission des lettres de la Communauté française en raison de sa compétence ou de son expérience professionnelle dans le domaine de la littérature;

7° un membre proposé par la Commission consultative du Patrimoine culturel mobilier.

Section 7. — De la Commission consultative des Arts plastiques

Art. 24. La Commission formule tout avis, recommandation ou proposition sur les politiques menées dans le domaine des arts plastiques contemporains. Plus particulièrement, la Commission formule, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, tout avis, recommandation ou proposition relatif à l'acquisition d'œuvres et de monographies, à l'organisation d'expositions, à l'octroi de subventions et de bourses. Lorsqu'elle est saisie par le Gouvernement, la Commission répond dans les soixante-cinq jours de la réception du dossier complet lui communiqué par l'Administration.

Art. 25. La Commission est composée de quatorze membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° un professionnel dont l'activité consiste en tout ou en partie en la création d'œuvres plastiques;
- 2° trois professionnels exerçant la fonction de directeur ou de conservateur de musée, de centre d'art contemporain ou d'association de promotion des arts plastiques contemporains;
- 3° quatre experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine de l'art contemporain;
- 4° un expert issu d'une association ayant pour objet social au moins la défense des usagers ou d'une catégorie d'usagers;
- 5° un représentant d'organisation représentative d'utilisateurs agréée;
- 6° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

CHAPITRE II. — Des Secteurs de la Langue, des Lettres et du Livre

Section 1^{re}. — Du Conseil de la Langue française et de la politique linguistique

Art. 26. Le Conseil a pour missions :

- 1° de donner des avis :
 - a) sur toute question relative à la politique linguistique et à la francophonie autant en Communauté française que sur le plan international;
 - b) quant à l'évolution de la situation linguistique en Communauté française et quant à la place de la langue française par rapport aux autres langues pratiquées en Communauté française;
 - c) quant à l'évolution de l'usage de la langue française et à son enrichissement;
- 2° de proposer toute action de sensibilisation à la langue française.

Art. 27. § 1^{er}. Le Conseil se compose de dix-neuf membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

1° onze experts nommés sur base de leur compétence ou de leur expérience en matière de langues dans l'un des domaines classés selon l'ordre de priorité suivant :

- a) la philologie et la dialectologie;
- b) la linguistique;
- c) la socio-économie;
- d) l'alphabétisation et l'accueil des migrants;
- e) l'enseignement et la formation;
- f) les arts et les lettres;
- g) les sciences;
- h) le droit;
- i) les médias;

2° un expert nommé sur base de ses compétences ou de son expérience en matière de langues régionales endogènes;

3° un expert issu de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises;

4° deux représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;

5° quatre représentants des tendances idéologiques et philosophiques.

§ 2. En sus des membres visés à l'article 4 du présent arrêté, le Conseil est composé des membres avec voix consultative suivants :

- 1° le Commissaire général aux relations internationales de la Communauté française ou son délégué;
- 2° l'Inspecteur général de l'enseignement secondaire de la Communauté française (cours généraux) ou son délégué;
- 3° l'Inspecteur général de l'enseignement primaire de la Communauté française ou son délégué.

Section 2. — Du Conseil des Langues régionales endogènes

Art. 28. Le Conseil a pour mission de :

- 1° proposer toutes mesures visant à protéger et à promouvoir les langues régionales endogènes de la Communauté française;
- 2° donner avis sur toutes mesures visant à protéger et à promouvoir les langues régionales endogènes de la Communauté française;
- 3° donner avis sur les demandes de subventions et aides financières en matière d'édition de travaux relatifs aux langues régionales endogènes de la Communauté française et, le cas échéant, d'assurer une assistance scientifique préalable à l'édition de ces travaux;
- 4° proposer les membres des jurys des prix annuels de la Communauté française destinés à récompenser des travaux en matière de langues régionales endogènes de cette Communauté.

Art. 29. Le Conseil se compose de treize membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° sept experts, dont un issu de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises, justifiant d'une compétence ou d'une expérience en matière de littérature et de linguistique concernant les langues régionales endogènes (champenois, francique, lorrain, picard, thiois brabançon, wallon, et cetera) de la Communauté française;
- 2° deux représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;
- 3° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Section 3. — De la Commission des lettres

Art. 30. La Commission formule tout avis, recommandation ou proposition relatif à la politique des lettres francophones de Belgique. Plus particulièrement il formule :

- 1° des recommandations relatives aux achats d'ouvrages d'auteurs francophones belges, d'origine belge, ou domiciliés en Communauté française, qui sont destinés à des institutions scientifiques ou culturelles au sein desquelles s'étudient et se diffusent la langue française et les littératures qui s'y rattachent;
- 2° des avis sur les demandes de bourses littéraires introduites auprès de la Communauté française (notamment les bourses de création littéraire, bourses « année sabbatique », bourses d'appoint, bourses de résidences d'auteurs);
- 3° des propositions de lauréats du Prix littéraire de la Première œuvre et du Prix du Rayonnement des Lettres à l'étranger;
- 4° des propositions d'aides financières à l'édition de poésies et d'œuvres théâtrales;
- 5° des avis sur des projets littéraires développés en Communauté française dans le domaine de la création, de l'édition, de la diffusion, de la promotion et de la traduction à la demande du Ministre ayant les lettres dans ses attributions.

Art. 31. La Commission se compose de onze membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° trois professionnels nommés parmi les titulaires de l'enseignement des lettres belges de langue française dans les universités de la Communauté française;
- 2° un expert ou un professionnel dans le domaine des lettres nommé en raison de sa contribution au développement des lettres belges de langue française;
- 3° un expert issu de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises;
- 4° deux représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;
- 5° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Section 4. — Du Conseil du Livre

Art. 32. Le Conseil donne des avis sur toute question relative à la politique du livre.

Art. 33. § 1^{er}. Le Conseil se compose de dix-sept membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° trois professionnels exerçant leur activité dans le milieu de l'édition, dont un justifie d'une compétence ou d'une expérience en matière de numérisation;
- 2° un professionnel exerçant son activité dans le milieu de la librairie;
- 3° un professionnel exerçant son activité dans le milieu de la diffusion et/ou de la distribution;
- 4° un professionnel exerçant l'activité d'auteur;
- 5° un expert justifiant d'une compétence ou d'une expérience en science et/ou économie du livre;
- 6° un expert issu de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises;
- 7° un expert issu d'une association ayant pour objet social au moins la défense des usagers ou d'une catégorie d'usagers;
- 8° un représentant d'organisation représentative d'éditeurs agréée;
- 9° un représentant d'organisation représentative de libraires agréée;
- 10° un représentant d'organisation représentative d'auteurs agréée;
- 11° un représentant d'organisation représentative de bibliothécaires et/ou de bibliothèques agréée;
- 12° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

§ 2. En sus des membres visés à l'article 4 du présent arrêté, le Conseil est composé des membres avec voix consultative suivants :

- 1° le président de la Commission de l'aide à l'édition;
- 2° le président de la Commission des Lettres;
- 3° le Président du Conseil des bibliothèques publiques;
- 4° l'Inspecteur général de l'enseignement secondaire de la Communauté française (cours généraux) ou son délégué;
- 5° l'Inspecteur général de l'enseignement primaire de la Communauté française ou son délégué.

Section 5. — De la Commission d'aide à l'édition

Art. 34. La Commission donne au Ministre responsable de la politique du livre des avis sur les demandes de soutiens financiers introduites auprès du Fonds d'aide à l'édition.

Art. 35. La Commission se compose de dix membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° trois experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine éditorial;

2° un expert financier justifiant d'une compétence ou d'une expérience en audits techniques et budgétaires dans le secteur de l'édition;

3° deux représentants d'associations représentatives d'éditeurs agréées;

4° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Section 6. — De la Commission d'aide à la librairie

Art. 36. La Commission donne au Ministre responsable de la politique du livre des avis sur les demandes de soutiens financiers introduites auprès du Fonds d'aide à la librairie.

Elle lui donne également des avis sur la gestion du Fonds d'aide à la librairie.

Art. 37. La Commission se compose de neuf membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

1° quatre experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le secteur du livre et celui de la librairie en particulier;

2° un représentant d'association représentative de libraires agréée;

3° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Section 7. — Du Conseil des bibliothèques publiques

Art. 38. Outre les missions qui lui sont confiées en vertu du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture et par ou en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du service public de la lecture, le Conseil donne des avis sur toutes les questions relatives à l'organisation du service public de la lecture.

Art. 39. Le Conseil se compose de vingt membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

1° un professionnel exerçant la fonction de directeur d'une bibliothèque publique centrale;

2° un professionnel exerçant la fonction de directeur d'une bibliothèque publique principale;

3° trois professionnels exerçant leur activité dans une bibliothèque publique locale;

4° un professionnel exerçant son activité dans une bibliothèque publique itinérante;

5° un professionnel exerçant la fonction de directeur dans une bibliothèque publique spéciale;

6° trois experts issus d'organisation d'éducation permanente, de centre de jeunes, de centre d'information de jeunes ou de centre culturel;

7° un expert justifiant d'une compétence ou d'une expérience en matière de multimédia;

8° un expert issu soit d'une Haute Ecole francophone délivrant le graduat de bibliothécaire documentaliste soit d'une université francophone délivrant le master en sciences et technologie de l'information et de la communication;

9° deux experts issus d'une association ayant pour objet social au moins la défense des usagers ou d'une catégorie d'usagers;

10° deux représentants d'organisations représentatives agréées de bibliothécaires et bibliothèques;

11° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Section 8. — De la Commission d'aide à la bande dessinée

Art. 40. § 1^{er}. La Commission donne des avis sur la politique générale de soutien des pouvoirs publics à la bande dessinée et plus particulièrement sur :

1° l'octroi de bourses à des auteurs francophones (dessinateurs et/ou scénaristes) domiciliés en Communauté française;

2° l'aide à l'édition d'ouvrages de bande dessinée de création;

3° l'aide à la traduction d'œuvres significatives et importantes de la création belge francophone en bande dessinée;

4° l'aide à la réédition d'œuvres patrimoniales de la bande dessinée;

5° le soutien à la mise sur pied ou à la réalisation d'un ou de plusieurs festivals par an consacrés à la mise en valeur de la recherche ou de la création en bande dessinée.

§ 2. La Commission peut également proposer un soutien ponctuel à une manifestation promotionnelle de la bande dessinée destinée à un large public.

Art. 41. La Commission se compose de neuf membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

1° deux professionnels exerçant en tout ou en partie l'activité d'auteur de bandes dessinées;

2° un professionnel du secteur de la bande dessinée dont l'activité consiste en tout ou en partie en la critique de bandes dessinées;

3° un expert justifiant d'une compétence ou d'une expérience en bande dessinée;

4° un représentant d'organisation représentative d'utilisateurs agréée;

5° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

CHAPITRE III. — *Du secteur professionnel des arts de la scène**Section 1^{re}. — Du secteur professionnel général des arts de la scène**Sous-section 1^{re}. — Dispositions communes*

Art. 42. Sur proposition de l'instance d'avis, le Gouvernement désigne un Président et un Vice-président parmi les membres de l'instance en raison de leur compétence et de leur connaissance du secteur.

L'un de ces mandats est confié à un membre représentant les tendances idéologiques et philosophiques, l'autre à un représentant de la catégorie des utilisateurs.

Hormis les exceptions prévues dans la présente section, nul ne peut exercer simultanément plus d'un mandat avec voix délibérative au sein des instances du secteur professionnel des arts de la scène.

Les membres ne peuvent exercer plus de deux mandats consécutifs au sein des instances visées par la présente section, toutes instances confondues.

Art. 43. Dans les quatre mois qui suivent la fin de chaque exercice, les instances remettent leur rapport d'activités de l'année écoulée ainsi que les perspectives d'avenir qui peuvent s'en dégager, à la Conférence des Présidents et Vice-présidents visée à l'article 23 du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène.

Art. 44. Si deux ou plusieurs instances visées par la présente section sont compétentes pour un même domaine, elles se réunissent au moins une fois par an afin de coordonner leurs actions.

Sous-section 2. — Du Conseil de l'Aide aux Projets théâtraux

Art. 45. Le Conseil donne des avis sur les demandes d'aides ponctuelles introduites auprès de la Communauté française et relatives à des projets de spectacles théâtraux.

Art. 46. Le Conseil se compose de treize membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

1° cinq experts justifiant de leur compétence ou de leur expérience dans le domaine de la création et de la diffusion dramatique,

2° quatre représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées

3° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques,

Sous-section 3. — Du Conseil de l'Art dramatique

Art. 47. Le Conseil formule tout avis ou recommandation sur la politique menée dans le secteur du théâtre et en particulier, sous réserve de l'application de l'article 45 du présent arrêté, les avis prévus aux articles 45, 50, 55, 61, 65 et 71 du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène.

Art. 48. § 1^{er}. Le Conseil se compose de treize membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

1° quatre experts justifiant de leur compétence ou de leur expérience dans le domaine de l'art dramatique;

2° un expert issu d'une association ayant pour objet social au moins la défense des usagers ou d'une catégorie d'usagers;

3° quatre représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;

4° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

§ 2. En sus des membres visés à l'article 4 du présent arrêté, le Conseil est composé des membres avec voix consultative suivants : le Président et le Vice-Président du Conseil de l'Aide aux Projets théâtraux ou à leur place tout autre membre délégué par ce Conseil.

Sous-section 4. — Du Conseil de l'Art de la Danse

Art. 49. Le Conseil formule tout avis ou recommandation portant sur toute question relative à l'art de la danse et en particulier les avis prévus aux articles 45, 50, 55, 61, 65 et 71 du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène.

Il donne des avis notamment sur :

a) l'octroi de bourses et d'aides financières dans le domaine de la danse;

b) l'octroi d'aides à la création de spectacles chorégraphiques;

c) l'octroi de subventions de fonctionnement à des compagnies de danse;

d) l'octroi de subventions à des manifestations et festivals consacrés, en tout ou en partie, à la danse;

e) l'octroi de subventions à des organismes et associations de promotion et de développement de la danse.

Art. 50. Le Conseil se compose de douze membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

1° trois experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine de l'art de la danse;

2° deux experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans l'un des domaines suivants : le théâtre, la musique, les arts du cirque, les arts plastiques ou visuels et multimédias;

3° deux experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine de la diffusion chorégraphique;

4° un représentant d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;

5° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Sous-section 5. — Du Conseil des Arts forains, du Cirque et de la Rue

Art. 51. Le Conseil formule tout avis ou recommandation sur les politiques menées dans les domaines relevant de sa compétence et en particulier les avis prévus aux articles 45, 50, 55, 61, 65 et 71 du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène.

Art. 52. Le Conseil se compose de treize membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° six experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine des arts forains, du cirque et de la rue;
- 2° un expert issu d'une association ayant pour objet social au moins la défense des usagers ou d'une catégorie d'usagers;
- 3° deux représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;
- 4° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Sous-section 6. — Du Conseil de la Musique classique

Art. 53. Le Conseil formule tout avis ou recommandation sur les politiques menées en musique classique et en particulier les avis prévus aux articles 45, 50, 55, 61, 65 et 71 du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène.

Art. 54. Le Conseil se compose de quatorze membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° trois professionnels exerçant l'activité d'interprète de musique classique;
- 2° trois professionnels exerçant l'activité de programmateur ou exerçant leur activité dans le milieu du disque;
- 3° deux professionnels exerçant l'activité de critique musical ou d'enseignement de musique classique;
- 4° un expert issu d'une association ayant pour objet social au moins la défense des usagers ou d'une catégorie d'usagers;
- 5° un représentant d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;
- 6° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Sous-section 7. — Du Conseil de la Musique contemporaine

Art. 55. Le Conseil formule tout avis ou recommandation sur les politiques menées en musique contemporaine et en particulier les avis prévus aux articles 45, 50, 55, 61, 65 et 71 du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène.

Par musique contemporaine, il y a lieu d'entendre les œuvres musicales composées au cours des cinquante dernières années à dater de la saisine du Conseil.

Art. 56. Le Conseil se compose de quatorze membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° trois professionnels exerçant l'activité de compositeur de musique contemporaine;
- 2° deux professionnels exerçant l'activité d'interprète de musique contemporaine;
- 3° quatre professionnels exerçant l'activité de programmateur, de critique musical, ou d'enseignant de musique contemporaine ou exerçant leur activité dans le milieu du disque;
- 4° un représentant d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;
- 5° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Sous-section 8. — Du Conseil des Musiques non classiques

Art. 57. Le Conseil formule tout avis ou recommandation sur les politiques menées dans le domaine des musiques non classiques et en particulier les avis prévus aux articles 45, 50, 55, 61, 65 et 71 du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène.

Art. 58. Le Conseil se compose de quinze membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° cinq professionnels exerçant leur activité en tout ou en partie dans l'un des secteurs suivants : le jazz, la chanson, en ce compris la chanson pour enfants, les musiques traditionnelles ou les musiques du monde;
- 2° trois professionnels exerçant leur activité en tout ou en partie dans l'un des secteurs suivants : le rock, le hip hop ou les musiques électroniques;
- 3° un expert issu d'une association ayant pour objet social au moins la défense des usagers ou d'une catégorie d'usagers;
- 4° deux représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées dans l'un des secteurs suivants : jazz, chanson, musiques traditionnelles ou du monde, rock, hip hop ou musiques électroniques;
- 5° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Sous-section 9. — Du Conseil interdisciplinaire

Art. 59. Le Conseil formule tout avis ou recommandation sur les projets de création et/ou de diffusion relevant de plusieurs domaines des arts de la scène et en particulier les avis prévus aux articles 45, 50, 55, 61, 65 et 71 du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène.

Sans préjudice de l'article 44, le Conseil coordonne les avis émis par les instances d'avis visées aux articles 45 à 58, 63 et 64 du présent arrêté, pour les dossiers qui relèvent de plusieurs domaines.

Art. 60. Le Conseil se compose de treize membres avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° un expert justifiant d'une compétence ou d'une expérience en art dramatique, et plus particulièrement d'une compétence dans le domaine de la diffusion théâtrale en Communauté française;
- 2° un expert justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine du Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse;
- 3° un expert justifiant d'une compétence ou d'une expérience en musique non classique et plus particulièrement d'une compétence dans le domaine de la diffusion musicale en Communauté française;
- 4° un expert justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine de la musique classique et contemporaine;
- 5° un expert justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine de l'art de la danse;
- 6° un expert justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine des arts forains, du cirque, et de la rue;
- 7° un expert justifiant d'une expérience ou d'une compétence en sciences et technologies de l'information;
- 8° deux représentants d'organisations représentatives interdisciplinaires d'utilisateurs agréées du secteur professionnel des arts de la scène;
- 9° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Sous-section 10. — Du comité de concertation des Arts de la Scène

Art. 61. Le comité de concertation formule les recommandations et avis sur toute question de politique générale relative aux Arts de la Scène.

Il est consulté préalablement à tout projet de décret ou d'arrêté réglementaire relatif au secteur professionnel des Arts de la Scène.

Art. 62. § 1^{er}. Le comité de concertation des arts de la scène est composé de membres avec voix délibérative nommés par le Gouvernement et répartis comme suit :

- 1° maximum trois représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées dans le domaine de l'art dramatique;
- 2° maximum deux représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées dans le domaine du théâtre pour l'enfance et la jeunesse;
- 3° maximum deux représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées dans le domaine de l'art de la danse;
- 4° maximum deux représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées dans le domaine des arts forains, du cirque et de la rue;
- 5° maximum trois représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées dans le domaine des musiques non classiques;
- 6° maximum trois représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées dans le domaine de la musique classique et/ou contemporaine;
- 7° une organisation représentative d'utilisateurs agréée dans le domaine de la diffusion des arts de la scène;
- 8° au moins un représentant d'organisation représentative interdisciplinaire d'utilisateurs agréée dans le secteur professionnel des arts de la scène;
- 9° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

§ 2. Le Président du Comité de Concertation invite à ses réunions les Présidents et Vice-présidents des instances d'avis relevant du secteur professionnel des arts de la scène. Ils sont invités en fonction de leur compétence par rapport aux points inscrits à l'ordre du jour.

§ 3. Le Comité de concertation organise, annuellement, au moins une réunion avec l'ensemble des Présidents et Vice-présidents des instances d'avis relevant du secteur professionnel des Arts de la scène.

Section 2. — Des arts de la scène dédiés à l'enfance et à la jeunesse

Sous-section 1^{re}. — Du Conseil du Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse

Art. 63. Le Conseil exerce les missions définies par le décret du 13 juillet 1994 relatif au théâtre pour l'enfance et la jeunesse. Il peut également donner, à la demande du Gouvernement ou d'initiative, des avis relatifs au théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse, tant en ce qui concerne les questions d'ordre général que le fonctionnement artistique et financier des Compagnies et Centres dramatiques.

Art. 64. Le Conseil se compose de quinze membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° deux experts exerçant une activité de programmateur culturel chargé de la décentralisation en Communauté française et plus particulièrement du théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse;
- 2° trois professionnels justifiant d'une expérience dans le domaine du théâtre pour l'enfance et la jeunesse;
- 3° un expert issu d'une association ayant pour objet social au moins la défense des usagers ou d'une catégorie d'usagers;
- 4° deux professionnels exerçant l'activité d'enseignant dans l'enseignement fondamental ou secondaire;
- 5° un expert issu d'une association ayant pour objet social au moins la défense des usagers ou d'une catégorie d'usagers;
- 6° deux représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;
- 7° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

CHAPITRE IV. — *Du secteur non-professionnel des arts de la scène**Section 1^{re}. — De la Commission du théâtre amateur*

Art. 65. La Commission formule tout avis ou recommandation sur les demandes de subvention et aides financières aux compagnies de théâtre amateur ainsi que sur toute politique relative à la pratique du théâtre amateur.

Art. 66. La Commission se compose de douze membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° deux experts justifiant d'une expérience ou d'une compétence dans le domaine du théâtre amateur non dialectal;
- 2° un expert justifiant d'une expérience ou d'une compétence dans le domaine du théâtre amateur dialectal;
- 3° cinq représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;
- 4° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

CHAPITRE V. — *Du secteur des centres culturels**Section 1^{re}. — De la Commission des centres culturels*

Art. 67. La Commission formule tout avis, recommandation ou proposition sur les politiques menées dans le secteur des centres culturels ainsi que sur la reconnaissance, le classement en catégories, le déclassement, le retrait de reconnaissance et la suspension de l'octroi de subventions aux centres culturels.

Art. 68. La Commission se compose de vingt-cinq membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret sur les instances d'avis et répartis comme suit :

- 1° quatre experts justifiant de leur compétence ou de leur expérience dans l'un des domaines suivants :
 - a) les arts de la scène;
 - b) les arts plastiques et arts visuels;
 - c) les lettres et le livre;
 - d) l'audiovisuel et le cinéma;
 - e) l'information et la lecture publique;
 - f) l'enfance et la jeunesse;
 - g) l'expression et la créativité;
 - h) l'éducation permanente;
 - i) le patrimoine et les langues;
- 2° six professionnels exerçant la fonction d'animateurs-directeurs dans un centre culturel reconnu;
- 3° huit experts justifiant de leur compétence ou de leur expérience dans le domaine culturel dont :
 - a) cinq doivent être issus de services culturels des différentes provinces francophones;
 - b) un doit être issu des services culturels de la Commission communautaire française;
 - c) deux doivent être issus d'un conseil d'administration de centre culturel local ou régional reconnu;
- 4° un expert issu d'une association ayant pour objet social au moins la défense des usagers ou d'une catégorie d'usagers;
- 5° deux représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées actives dans les secteurs des centres culturels;
- 6° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

TITRE III. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 69. § 1^{er}. Dans le décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture :

- 1° l'article 3, alinéa 1^{er} est remplacé par : « Il est créé un Conseil des bibliothèques publiques, ci-après dénommé le Conseil »;
- 2° l'article 3, alinéa 2, est abrogé;
- 3° les termes "le Comité provincial de coordination entendu" sont supprimés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 3;
- 4° à l'article 10, § 2, alinéa 2, les termes "le Comité provincial de coordination entendu" sont supprimés;
- 5° à l'article 13, alinéa 1^{er}, les mots "Conseil supérieur des bibliothèques publiques" sont remplacés par les mots "Conseil des bibliothèques publiques";
- 6° l'article 13, alinéa 2, est abrogé;

§ 2. Le décret du 26 mai 1981 instituant un Conseil supérieur des arts et des traditions populaires et du folklore est abrogé;

§ 3. Dans le décret du 5 juillet 1985 instituant le Conseil d'Héraldique et de vexillologie de la Communauté française de Belgique et fixant le drapeau, le sceau et les armoiries des villes et des communes, les articles 2 à 3, 5, alinéa 1^{er} et 6 sont abrogés.

§ 4. Dans le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels :

1° l'article 19, alinéa 1^{er}, est remplacé par les mots "Il est créé la Commission des centres culturels", ci-après dénommée "la Commission";

2° les articles 19, alinéa 2, 21, 22, 23 et 24 sont abrogés;

3° les mots "Commission consultative des centres culturels" visés aux articles 13, 15, 16, 29, 33 et 34 sont remplacés par les mots "Commission des centres culturels".

§ 5. Dans le décret du 13 juillet 1994 relatif au théâtre pour l'enfance et la jeunesse, les articles 19 à 21 sont abrogés, à l'exception de l'article 19, première phrase.

§ 6. Dans le décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au Patrimoine immatériel de la Communauté française :

1° à l'article 1^{er}, § 1^{er}, h), le mot "mobilier" est ajouté après les mots "la commission consultative du patrimoine culturel" et la phrase "Pour l'application du chapitre VII, il faut entendre par "Commission" la "Commission consultative du Patrimoine oral et immatériel." est ajoutée après les mots "la Communauté française";

2° l'article 3 est remplacé par la disposition suivante : « Article 3. Il est créé une Commission consultative du patrimoine culturel mobilier et une Commission consultative du patrimoine oral et immatériel ».

§ 7. Dans le décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales :

1° à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, le mot "supérieur" est supprimé;

2° l'article 16 est remplacé par la disposition suivante : « Article 16. Il est créé un Conseil des musées et des autres institutions muséales. »;

3° les articles 17 à 28 sont abrogés.

§ 8. Dans le décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène :

1° à l'article 4, alinéa 1^{er} :

a) au 1°, sont ajoutés après les mots "Conseil de l'Art dramatique", les mots "et le Conseil de l'aide aux projets théâtraux";

b) au 2°, les mots "le Conseil de l'Art chorégraphique" sont remplacés par les mots "Conseil de l'art de la Danse";

c) au 3°, les mots "le Conseil de la Musique classique et contemporaine" sont remplacés par les mots "le Conseil de la Musique classique et le Conseil de la Musique contemporaine";

d) au 4°, les mots "le Conseil des Musiques d'Expression non classique" sont remplacés par les mots "le Conseil des Musiques non classiques";

2° à l'article 5, les mots "dans les limites des articles 6 et 7" sont remplacés par les mots "dans le respect du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel";

3° à l'article 21, l'alinéa 1^{er}, 2° est remplacé par la disposition suivante : « 2° Elaborer, dans les six mois à dater de sa constitution, les règles de déontologie applicables à l'ensemble des membres des instances »;

4° les articles 6 à 20, 24 à l'exception de la première phrase et 25 à 29 sont abrogés.

§ 9. Dans le décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique, la section 5 est abrogée, à l'exception de l'article 10, première phrase.

Art. 70. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 octobre 1991 fixant les modalités de l'aide à la diffusion dans la Communauté française :

1° Dans l'intitulé, le mot "diffusion" est remplacé par le mot "librairie";

2° à l'article 1^{er}, les mots "Fonds d'aide à la diffusion" sont remplacés par "Fonds d'aide à la librairie";

3° à l'article 2, § 2, les mots "Commission d'aide à la diffusion" sont remplacés par les mots "Commission d'aide à la librairie";

4° les articles 3, 4 et 5 sont abrogés.

§ 3. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1992 portant création du Conseil supérieur de la langue française de la Communauté française :

1° les articles 1 à 10 sont abrogés;

2° à l'article 11, les mots "à l'exception des articles 6 et 7" sont supprimés.

§ 4. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du service public de la lecture :

1° à l'article 1^{er}, les mots "Conseil supérieur des bibliothèques publiques" sont remplacés par "Conseil des bibliothèques publiques"; et les mots "le Comité provincial : le Comité provincial de coordination de la lecture publique" sont supprimés;

2° à l'article 11, § 2, les mots "du Comité provincial" sont remplacés par les mots "du Conseil";

3° à l'article 11, § 3, alinéa 1^{er}, les mots "du Comité provincial compétent" sont remplacés par les mots "du Conseil";

4° à l'article 35, § 3, les mots "et au Comité provincial" sont supprimés,

5° à l'article 38, les mots "le Conseil et le Comité provincial doivent rendre leur avis" sont remplacés par "le Conseil doit rendre son avis";

6° les articles 67 à 72 sont abrogés.

Art. 71. Sont abrogés :

1° les articles 1^{er} à 5 de l'arrêté de l'Exécutif du 5 juillet 1985 créant une Commission des lettres de la Communauté française;

2° l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 21 octobre 1987 portant création de la Commission consultative du théâtre amateur;

3° les articles 2 à 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 avril 1988 fixant les modalités de l'aide à l'édition dans la Communauté française;

4° les articles 1^{er} à 6 et 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juin 1988 instituant la Commission consultative des Arts plastiques de la Communauté française;

5° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mars 1990 portant création du Conseil du Livre de la Communauté française Wallonie-Bruxelles;

6° les articles 1^{er} à 12, et 14 de l'arrêté de l'Exécutif du 26 juin 1990 instituant un Conseil supérieur d'Ethnologie;

7° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 mars 1991 instituant un Conseil des Langues régionales endogènes de la Communauté française, à l'exception de son article 12;

8° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 1994 relatif à la commission consultative des centres culturels.

Art. 72. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 73. Le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juin 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

 VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3805

[2006/202955]

23 JUNI 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de opdrachten, de samenstelling en de belangrijkste aspecten van de werking van adviesinstanties die vallen onder het toepassingsgebied van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, inzonderheid op artikel 16, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005;

Gelet op het decreet van 28 februari 1978 houdende organisatie van de openbare dienst voor openbare leatuurvoorziening;

Gelet op het decreet van 26 mei 1981 tot instelling van de Hoge Raad voor volkskunsten, volksgebruik en folklore;

Gelet op het decreet van 5 juli 1985 tot oprichting van de Raad voor heraldiek en vlaggenkunde van de Franse Gemeenschap van België en tot vaststelling van de vlag, het zegel en het wapen van de steden en gemeenten;

Gelet op het decreet van 24 december 1990 betreffende de endogene gewestelijke talen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de culturele centra;

Gelet op het decreet van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtheater;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de musea en andere museale instellingen;

Gelet op het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 betreffende de registratie van wapenschilden van natuurlijke personen of familieverenigingen in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België;

Gelet op het besluit van de Executieve van 5 juli 1985 tot instelling van een Commissie voor de letteren van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 1987 houdende oprichting van de Adviescommissie voor het amateurtheater;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 april 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor steun aan het uitgeverijbedrijf in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1988 tot oprichting van een Commissie van advies voor de beeldende kunsten van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 maart 1990 tot oprichting van de Raad voor het Boek van de Franse Gemeenschap Wallonië-Brussel;

Gelet op het besluit van de Executieve van 26 juni 1990 tot instelling van een Hoge Raad voor Etnologie van de Franse Gemeenschap van België;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 maart 1991 tot instelling van een Raad voor de endogene gewestelijke talen van de Franse Gemeenschap van België;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 oktober 1991 tot vaststelling van de modaliteiten van de steun aan de verspreiding in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1992 houdende oprichting van de "Conseil supérieur de la Langue française de la Communauté française" (Hoge Raad voor de Franse Taal van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 1994 betreffende de Adviescommissie voor de Culturele Centra;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 1995 betreffende de organisatie van de openbare dienst voor openbare leetuurvoorziening;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 40.310/4, gegeven op 17 mei 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de opdrachten, de samenstelling en de belangrijkste aspecten van de werking van de adviesinstanties

Artikel 1. In de zin van dit besluit, dient onder « decreet betreffende de adviesinstanties » te worden verstaan : het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005.

Art. 2. De leden van de adviesinstantie worden voor een periode van vijf jaar benoemd.

Binnen de negen maanden die volgen op de installatie van de leden van de Raad van de Franse Gemeenschap worden vervangen :

1^o de leden die alleen in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van ideologische en filosofische strekkingen zetelen;

2^o de leden die zetelen als beroeps, deskundige, gebruiker, vertegenwoordiger van een erkende representatieve gebruikersorganisatie, en die een ideologische of filosofische strekking vertegenwoordigen.

Art. 3. Behalve de leden die erkende representatieve gebruikersorganisaties vertegenwoordigen, zetelen de leden van de adviesinstantie als individuele personen.

Art. 4. Behalve de stemgerechtigde leden, bestaat de adviesinstantie ten minste uit de volgende leden met raadgevende stem :

1^o de directeur-generaal voor cultuur bij het ministerie van de Franse Gemeenschap, of diens vertegenwoordiger, en een vertegenwoordiger van de Algemene Inspectie;

2^o de vertegenwoordiger van de minister tot wiens bevoegdheid de aangelegenheid die valt onder de bevoegdheid van de adviesinstantie behoort.

Art. 5. De Regering stelt een reservelijst op die bestaat uit een aantal plaatsvervangende leden dat ten minste gelijk is aan het optellen van :

1^o het aantal werkende leden die de ideologische en filosofische strekkingen vertegenwoordigen en,

2^o de helft van het aantal werkende leden van de categorie deskundigen en/of gebruikers en/of beroeps en van de categorie van de vertegenwoordigers van de erkende representatieve gebruikersorganisaties.

Die weging is niet van toepassing op de Commissie voor het mondeling en immaterieel patrimonium bedoeld in de artikelen 22 en 23.

Art. 6. Bij ontslag, overlijden, uitsluiting of bij elke andere afwezigheid van een lid, voorziet de Regering in zijn vervanging binnen de negen maanden na de kennisgeving van de vacature door de betrokken adviesinstantie.

Een lid kan alleen worden vervangen door een plaatsvervangend lid van dezelfde categorie.

Art. 7. De adviesinstantie beraadslaagt en beslist alleen geldig als ten minste de helft van haar leden aanwezig is of vertegenwoordigd wordt overeenkomstig de bepalingen bedoeld in haar huishoudelijk reglement.

Als het vereiste quorum niet bereikt wordt, moet de instantie een vergadering binnen de maand organiseren; gedurende die nieuwe vergadering, beraadslaagt en beslist ze geldig ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Art. 8. De debatten van de instantie over individuele begunstigden zijn geheim.

Art. 9. De adviezen worden bij gewone meerderheid uitgebracht, als er geen regels voor de stemming bestaan in het huishoudelijk reglement van de instantie. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

TITEL II. — Specifieke bepalingen betreffende de opdrachten, de samenstelling en de belangrijkste aspecten van de werking

HOOFDSTUK I. — Sectoren cultureel erfgoed en beeldende kunsten

Afdeling 1. — De Raad voor etnologie

Art. 10. De Raad brengt adviezen uit over elke aanvraag om subsidie die bij de Franse Gemeenschap wordt ingediend en die betrekking heeft op enquêtes, onderzoek, publicaties van alle aard inzake etnologie, kunsten en volksgebruik.

Art. 11. De Raad kan elke wetenschappelijke uiteenzetting of communicatie van één van zijn leden of van iedere Belgische of buitenlandse deskundige horen.

Art. 12. De Raad is samengesteld uit veertien werkende stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties, onderverdeeld als volgt :

- 1° vijf deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op het gebied van etnologie;
- 2° drie deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op het gebied van kunsten en volksgebruik;
- 3° een deskundige die het bewijs levert van zijn bevoegdheid of zijn ervaring op het gebied van de wetenschappen en technologieën inzake informatie en documentatie in verband met etnologie;
- 4° een vertegenwoordiger van een erkende representatieve gebruikersorganisatie;
- 5° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

Afdeling 2. — De Raad voor heraldiek en vlaggenkunde

Art. 13. De Raad formuleert elke aanbeveling, elk voorstel of advies over alle vraagstukken betreffende het beleid dat wordt gevoerd op het gebied van heraldiek en vlaggenkunde. Hij geeft inzonderheid adviezen over de aanvragen om erkenning van een wapen, een zegel of een vlag ingediend door de steden en gemeenten bij de Franse Gemeenschap.

De Raad kan attesten afleveren van het oeroud gebruik, door de steden en gemeenten, van de wapens, de zegels en de vlaggen.

Art. 14. De Raad is samengesteld uit elf werkende stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties, onderverdeeld als volgt :

- 1° vijf deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op het gebied van heraldiek, vlaggenkunde of sigillografie, waaronder ten minste twee houder zijn van een licentiaat of master in de geschiedenis;
- 2° een deskundige die houder is van een doctoraat, een licentiaat of een master in de rechten;
- 3° een vertegenwoordiger van een erkende representatieve gebruikersorganisatie;
- 4° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

Afdeling 3. — Raad voor musea en andere museale instellingen

Art. 15. De Raad geeft de adviezen, bepaald bij het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de musea en andere museale instellingen, over alle vragen betreffende het beleid inzake musea en andere museale instellingen.

Art. 16. De Raad is samengesteld uit zestien werkende stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties, onderverdeeld als volgt :

1° zeven deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op het gebied van musea, waarbij elk van hen respectievelijk bevoegd zijn op één van de volgende gebieden :

- a) schone kunsten en toegepaste kunsten;
- b) geschiedenis en archeologie;
- c) wetenschappen, technieken en natuurwetenschappen;
- d) etnografie;
- e) gespecialiseerde of gewestelijke musea;
- f) museologie;
- g) pedagogische bemiddeling;

2° twee deskundigen die afkomstig zijn uit een vereniging die tot maatschappelijk doel heeft ten minste de gebruikers of een categorie van gebruikers te verdedigen;

- 3° drie vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties;
- 4° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

Afdeling 4. — De Raad van de Centra voor private archieven

Art. 17. De Raad geeft de adviezen, bepaald bij het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België, over alle vragen betreffende het beleid inzake private archieven.

Art. 18. § 1. De Raad is samengesteld uit vijftien werkende stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties, onderverdeeld als volgt :

1° acht deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op het gebied van de hedendaagse archiefstudie en die houder zijn van een licentiaat of master in de geschiedenis, waaronder drie titularis zijn van een seminarie in de hedendaagse geschiedenis in een universiteit van de Franse Gemeenschap die een master in de geschiedenis uitreikt;

2° een deskundige die het bewijs levert van hun bevoegdheid of hun ervaring op het gebied van de informatie- en documentatiewetenschappen, meer bepaald in de informatie- en communicatietechnologieën;

- 3° een beroeps die zijn activiteit in de museale sector uitoefent;

4° een vertegenwoordiger van een erkende representatieve gebruikersorganisatie;

5° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

§ 2. Naast de leden bedoeld in artikel 4 van dit besluit, telt de Raad een lid van de Raad voor de bibliotheken, dat een raadgevende stem heeft.

Art. 19. De Raad organiseert ten minste één jaarlijkse vergadering samen met het sturingscomité opgericht bij artikel 11 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België.

Afdeling 5. — De Commissie voor het roerend cultureel erfgoed

Art. 20. Naast de opdrachten die de Commissie toegewezen krijgt krachtens het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap, formuleert ze elk advies of elke aanbeveling of elk voorstel betreffende het beleid dat wordt gevoerd op het gebied van de bescherming van het roerend cultureel erfgoed.

Art. 21. De Commissie is samengesteld uit zeventien werkende stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties, onderverdeeld als volgt :

1° drie deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op één van de volgende gebieden :

a) het voorhistorisch, protohistorisch of antiek cultureel erfgoed;

b) het artistiek of historisch erfgoed van de Middeleeuwen en de Moderne Tijden;

c) het artistiek of historisch erfgoed van de negentiende eeuw en de twintigste eeuw;

d) het wetenschappelijk of technisch erfgoed;

e) het etnologisch erfgoed;

f) de archieven;

2° drie deskundigen die lid zijn van het academisch corps van een universiteit,

3° twee deskundigen die het bewijs leveren van een bevoegdheid of een ervaring op het gebied van bewaring-
restauratie;

4° een deskundige die houder is van een doctoraat, een licentiaat of een master in de rechten;

5° twee beroepsmensen die het ambt van conservator van een door de Franse Gemeenschap erkend museum uitoefenen;

6° twee vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties;

7° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

Afdeling 6. — De Commissie voor het mondeling en immaterieel patrimonium

Art. 22. De Commissie geeft de adviezen bepaald in hoofdstuk VII van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap, over het beleid betreffende het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap.

Art. 23. § 1. De Commissie is samengesteld uit vijftien werkende stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd, onderverdeeld als volgt :

1° zeven leden, voorgedragen door de Raad voor etnologie, op grond van hun bevoegdheid of hun beroepservaring op het gebied van traditie, ambacht, etnologie, inzonderheid de rituelen, gewoonten, mythologie en spelen;

2° drie leden, voorgedragen door de Interdisciplinaire Raad voor de podiumkunsten op grond van hun bevoegdheid of hun beroepservaring op het gebied van dans, muziek en toneelkunst;

3° een lid, voorgedragen door de Adviescommissie voor de beeldende kunsten op grond van zijn bevoegdheid of zijn beroepservaring op het gebied van traditioneel knowhow;

4° een lid, voorgedragen door de Raad voor de endogene gewestelijke talen van de Franse Gemeenschap op grond van zijn bevoegdheid of zijn beroepservaring op het gebied van de endogene gewestelijke talen;

5° een lid, voorgedragen door de Raad voor de Franse taal en het taalbeleid, op grond van zijn bevoegdheid of zijn beroepservaring op het gebied van de taal;

6° een lid, voorgedragen door de Commissie voor de letteren, op grond van zijn bevoegdheid of zijn beroepservaring op het gebied van literatuur;

7° een lid, voorgedragen door de Adviescommissie voor het roerend cultureel erfgoed.

§ 2. De Commissie is samengesteld uit acht plaatsvervangende leden die door de Regering worden benoemd en onderverdeeld als volgt :

1° twee leden, voorgedragen door de Raad voor etnologie, op grond van hun bevoegdheid of hun beroepservaring op het gebied van traditie, ambacht, etnologie, inzonderheid de rituelen, gewoonten, mythologie en spelen;

2° één lid, voorgedragen door de Interdisciplinaire Raad voor de podiumkunsten op grond van zijn bevoegdheid of zijn beroepservaring op het gebied van dans, muziek en toneelkunst;

3° een lid, voorgedragen door de Adviescommissie voor de beeldende kunsten op grond van zijn bevoegdheid of zijn beroepservaring op het gebied van traditioneel knowhow;

4° een lid, voorgedragen door de Raad voor de endogene gewestelijke talen van de Franse Gemeenschap op grond van zijn bevoegdheid of zijn beroepservaring op het gebied van de endogene gewestelijke talen;

5° een lid, voorgedragen door de Raad voor de Franse taal en het taalbeleid, op grond van zijn bevoegdheid of zijn beroepservaring op het gebied van de taal;

6° een lid, voorgedragen door de Commissie voor de letteren van de Franse Gemeenschap, op grond van zijn bevoegdheid of zijn beroepservaring op het gebied van literatuur;

7° een lid, voorgedragen door de Adviescommissie voor het roerend cultureel erfgoed.

Afdeling 7. — De Commissie van advies voor de beeldende kunsten

Art. 24. De Commissie formuleert elke aanbeveling, elk voorstel of advies over het beleid dat wordt gevoerd op het gebied van de hedendaagse beeldende kunsten.

Op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, formuleert ze elke aanbeveling, elk voorstel of advies over de aanwinst van werken en monografieën, de organisatie van tentoonstellingen, de toekenning van subsidies en beurzen. Wanneer de Commissie een aanvraag van de Regering krijgt, antwoordt ze binnen de vijftien dagen na de ontvangst van het volledige dossier dat haar door de administratie wordt meegegeeld.

Art. 25. De Raad is samengesteld uit veertien werkende stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties, onderverdeeld als volgt :

1° één beroeps wiens activiteit geheel of gedeeltelijk bestaat in de creatie van beeldende werken;

2° drie beroeps die het ambt van directeur of bewaarder van een museum, een centrum voor de hedendaagse kunst of een vereniging voor bevordering van de hedendaagse beeldende kunsten uitoefenen;

3° vier deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op het gebied van de hedendaagse kunst;

4° een deskundige die afkomstig is uit een vereniging die ten minste de verdediging van de gebruikers of een categorie van gebruikers als maatschappelijk doel heeft;

5° een vertegenwoordiger van een erkende representatieve gebruikersorganisatie,

6° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

HOOFDSTUK II. — Sectoren van de taal, de letteren en het boek

Afdeling 1. — De Raad voor de Franse taal en het taalbeleid

Art. 26. De Raad heeft als opdracht :

1° adviezen uit te brengen :

a) over elke vraag in verband met het taalbeleid en de francofonie zowel in de Franse Gemeenschap als op internationaal vlak;

b) over de evolutie van de toestand van de taal in de Franse Gemeenschap en over de plaats van de Franse taal ten opzichte van de andere talen die in de Franse Gemeenschap worden gebruikt;

c) over de evolutie van het gebruik van de Franse taal en de verrijking ervan;

2° elke actie inzake sensibilisering voor de Franse taal voor te stellen.

Art. 27. § 1. De Raad is samengesteld uit negentien werkende stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties, onderverdeeld als volgt :

1° elf deskundigen die benoemd worden op grond van hun bevoegdheid of hun ervaring op het gebied van de talen op één van de gebieden die hiërarchisch gerangschikt worden als volgt :

a) filologie en dialectologie;

b) taalwetenschap;

c) socio-economie;

d) alfabetisering en onthaal van migranten;

e) onderwijs en vorming;

f) kunsten en letteren;

g) wetenschappen;

h) rechten;

i) media;

2° een deskundige, benoemd op grond van zijn bevoegdheid of zijn ervaring op het gebied van de endogene gewestelijke talen;

3° een deskundige die afkomstig is uit de « Académie royale de Langue et de Littérature françaises »;

4° twee vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties;

5° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

§ 2. Naast de leden bedoeld in artikel 4 van dit besluit, is de Raad samengesteld uit de volgende leden met raadgevende stem :

1° de Commissaris-generaal voor internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap of diens afgevaardigde,

2° de Inspecteur-generaal voor het secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap (algemene vakken) of diens afgevaardigde,

3° de Inspecteur-generaal voor het lager onderwijs van de Franse Gemeenschap of diens afgevaardigde.

Afdeling 2. — De Raad voor de endogene gewestelijke talen

Art. 28. De Raad heeft als opdracht :

1° alle maatregelen voor te stellen ter bescherming en bevordering van de endogene gewestelijke talen van de Franse Gemeenschap;

2° adviezen te geven over alle maatregelen ter bescherming en bevordering van de endogene gewestelijke talen van de Franse Gemeenschap;

3° adviezen te geven over de aanvragen om subsidies en financiële steun inzake uitgeven van werken betreffende de endogene gewestelijke talen van de Franse Gemeenschap en, in voorkomend geval, te zorgen voor een wetenschappelijke bijstand, voorafgaande aan het uitgeven van die werken;

4° de leden van de jury's voor de jaarlijkse prijzen van de Franse Gemeenschap bestemd om de werken inzake de endogene gewestelijke talen van die Gemeenschap te belonen.

Art. 29. De Raad is samengesteld uit dertien werkende stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties, onderverdeeld als volgt :

1° zeven deskundigen, waaronder één afkomstig is uit de « Académie royale de langue et de Littérature françaises »; die het bewijs leveren van een bevoegdheid of een ervaring inzake literatuur en taalwetenschap betreffende de endogene gewestelijke talen (champenois, francique, Picardisch, Brabants Diets, Waals, enz.) van de Franse Gemeenschap;

2° twee vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties;

3° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

Afdeling 3. — De Commissie voor de Letteren

Art. 30. De Commissie formuleert elke aanbeveling, elk voorstel of advies over het beleid inzake de Franstalige letteren van België. Ze formuleert inzonderheid :

1° aanbevelingen betreffende de aankoop van werken van Belgische Franstalige auteurs, of auteurs van Belgische afkomst, of die in de Franse Gemeenschap hun woonplaats hebben, die bestemd zijn voor wetenschappelijke of culturele instellingen waarin de Franse taal en de literaturen die hiermee verband hebben, worden gestudeerd en verspreid;

2° adviezen over de aanvragen om literaire beurzen ingediend bij de Franse Gemeenschap (inzonderheid beurzen voor literaire creatie, « sabbatjaar »-beurzen, steunbeurzen, beurzen voor verblijfplaats van auteurs);

3° voorstellen van laureaten van de literaire prijs voor het eerste werk en van de prijs voor de uitstraling van de letteren in het buitenland;

4° voorstellen tot financiële ondersteuning van het uitgeven van gedichten en theaterwerken;

5° adviezen over literaire projecten die worden ontwikkeld in de Franse Gemeenschap op het gebied van creatie, uitgeversbedrijf, verspreiding, bevordering en vertaling op verzoek van de Minister tot wiens bevoegdheid de letteren behoren.

Art. 31. De Commissie is samengesteld uit elf werkende stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties, onderverdeeld als volgt :

1° drie beroeps, benoemd onder de titularissen van het onderwijs op het gebied van de Franstalige Belgische letteren in de universiteiten van de Franse Gemeenschap;

2° een deskundige of een beroeps op het gebied van de letteren, benoemd op grond van zijn bijdrage tot de ontwikkeling van de Franstalige Belgische letteren;

3° een deskundige, afkomstig uit de « Académie royale de Langue et de Littérature françaises »;

4° twee vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties;

5° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen

Afdeling 4. — De Raad voor het Boek

Art. 32. De Raad geeft adviezen over elke vraag betreffende het boekbeleid.

Art. 33. § 1. De Raad is samengesteld uit zeventien werkende stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties, onderverdeeld als volgt :

1° drie beroeps, die hun activiteit uitoefenen in het uitgeversbedrijf, waaronder één het bewijs levert van zijn bevoegdheid of zijn ervaring inzake digitalisering;

2° een beroeps, die zijn activiteit in de boekhandel uitoefent;

3° een beroeps, die zijn activiteit op het gebied van verspreiding en/of verdeling uitoefent;

4° een beroeps, die de activiteit van auteur uitoefent;

5° een deskundige, die het bewijs levert van zijn bevoegdheid of zijn ervaring in de boekwetenschap en/of -economie;

6° een deskundige, afkomstig uit de « Académie royale de Langue et de Littérature françaises »;

7° een deskundige, afkomstig uit een vereniging die ten minste de verdediging van de gebruikers of een categorie van gebruikers tot maatschappelijk doel heeft;

8° een vertegenwoordiger van een erkende representatieve uitgeversorganisatie;

9° een vertegenwoordiger van een erkende representatieve boekhandelaarsorganisatie;

10° een vertegenwoordiger van een erkende representatieve auteursorganisatie;

11° een vertegenwoordiger van een erkende representatieve bibliothecarissen- en/of bibliothekenorganisatie;

12° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

§ 2. Naast de leden bedoeld in artikel 4 van dit besluit, is de Raad samengesteld uit de volgende raadgevende leden :

- 1° de voorzitter van de Commissie voor steunverlening aan het uitgeversbedrijf;
- 2° de voorzitter van de Commissie voor de Letteren;
- 3° de voorzitter van de Raad voor de openbare bibliotheken;
- 4° de Inspecteur-generaal voor het secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap (algemene vakken) of diens afgevaardigde;
- 5° de Inspecteur-generaal voor het lager onderwijs van de Franse Gemeenschap of diens afgevaardigde.

Afdeling 5. — De Commissie voor steunverlening aan het uitgeversbedrijf

Art. 34. De Commissie geeft de Minister die verantwoordelijk is voor het boekbeleid adviezen over de aanvragen om financiële steun die bij het Steunfonds voor het uitgeversbedrijf worden ingediend.

Art. 35. De Commissie is samengesteld uit tien werkende stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties, onderverdeeld als volgt :

- 1° drie deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring in het uitgeversbedrijf;
- 2° een financieel deskundige, die het bewijs levert van zijn bevoegdheid of van zijn ervaring op het gebied van technische en begrotingsaudits in de uitgeversector;
- 3° twee vertegenwoordigers van erkende representatieve uitgeversverenigingen;
- 4° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

Afdeling 6. — De Commissie voor steunverlening aan de boekhandel

Art. 36. De Commissie geeft de Minister die verantwoordelijk is voor het boekbeleid adviezen over de aanvragen om financiële steun die bij het Steunfonds voor de boekhandel worden ingediend.

Ze geeft hem ook adviezen over het beheer van het Steunfonds voor de boekhandel.

Art. 37. De Commissie is samengesteld uit negen werkende stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties, onderverdeeld als volgt :

- 1° vier deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring in de boekensector, inzonderheid in de boekhandelsector;
- 2° een vertegenwoordiger van een erkende representatieve boekhandelaarsvereniging;
- 3° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

Afdeling 7. — De Raad voor de openbare bibliotheken

Art. 38. Naast de opdrachten die hem worden toegewezen krachtens het decreet van 28 februari 1978 houdende organisatie van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening en door of krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 1995 betreffende de organisatie van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening, geeft de Raad adviezen over alle vragen in verband met de organisatie van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening.

Art. 39. De Raad is samengesteld uit twintig werkende stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties, onderverdeeld als volgt :

- 1° een beroeps die het ambt van directeur van een centrale openbare bibliotheek uitoefent;
- 2° een beroeps die het ambt van directeur van een hoofdopenbarebibliotheek uitoefent;
- 3° drie beroeps die hun activiteit in een plaatselijke openbare bibliotheek uitoefenen;
- 4° een beroeps die zijn activiteit in een rondreizende openbare bibliotheek uitoefent;
- 5° een beroeps die het ambt van directeur in een speciale openbare bibliotheek uitoefent;
- 6° drie deskundigen, afkomstig uit een organisatie voor permanente opvoeding, een jongeren centrum, een jeugdinformaticentrum of uit een cultureel centrum;
- 7° een deskundige die het bewijs levert van zijn bevoegdheid of zijn ervaring inzake multimedia;
- 8° een deskundige, afkomstig ofwel uit een Franstalige Hogeschool die het graduaat van bibliothecaris-documentalist uitreikt, ofwel uit een Franstalige universiteit die de master in de wetenschappen en technologieën voor informatie en communicatie uitreikt;
- 9° twee deskundigen, afkomstig uit een vereniging die tenminste de verdediging van de gebruikers of een categorie van gebruikers tot maatschappelijk doel heeft;
- 10° twee vertegenwoordigers van erkende representatieve bibliothecarissen- en bibliothekenorganisaties;
- 11° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

Afdeling 8. — De Commissie voor de hulpverlening aan het stripverhaal

Art. 40. § 1. De Commissie brengt adviezen uit over het algemeen beleid inzake de steun van de overheid aan het stripverhaal en in het bijzonder over :

- 1° de toekenning van beurzen aan Franstalige auteurs (tekenaars en/of scenarioschrijvers) die op het grondgebied van de Franse Gemeenschap wonen;
- 2° de hulpverlening aan het uitgeven van nieuwe stripverhalen;
- 3° de hulpverlening aan de vertaling van kenmerkende en belangrijke Belgische Franstalige stripverhalen;
- 4° de hulpverlening aan de heruitgave van patrimoniale werken van het stripverhaal;
- 5° de steun aan de ontwikkeling of de organisatie van één of meer festivals per jaar die gewijd zijn aan de herwaardering van onderzoek en creatie inzake stripverhalen.

§ 2. De commissie kan ook een punctuele steun voorstellen aan een promotiemanifestatie van het stripverhaal bestemd voor een groot publiek.

Art. 41. De commissie is samengesteld uit negen werkende stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties en onderverdeeld als volgt :

- 1° twee professionelen die volledig of gedeeltelijk de activiteit van auteur van stripverhalen uitoefenen;
- 2° een professioneel van de sector van het stripverhaal waarvan de activiteit volledig of gedeeltelijk in de kritiek van het stripverhaal bestaat;
- 3° een deskundige die het bewijs levert van zijn bevoegdheid of zijn ervaring op het gebied van het stripverhaal;
- 4° een vertegenwoordiger van erkende representatieve gebruikersorganisaties;
- 5° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

HOOFDSTUK III. — *De beroepssector van de podiumkunsten*

Afdeling 1. — De algemene beroepssector van de podiumkunsten

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 42. Op voorstel van de adviesinstantie stelt de Regering een voorzitter en een vice-voorzitter aan uit de leden van de instantie op basis van hun bevoegdheid en hun kennis van de sector.

Eén van deze mandaten wordt toevertrouwd aan een vertegenwoordiger van ideologische en filosofische strekkingen, het andere aan een vertegenwoordiger van de gebruikerscategorie.

Behoudens de uitzonderingen bedoeld in deze afdeling kan niemand tegelijkertijd meer dan één mandaat met beslissende stem uitoefenen binnen de instanties van de beroepssector van de podiumkunsten.

De leden mogen niet meer dan twee opeenvolgende mandaten uitoefenen binnen de instanties bedoeld in deze afdeling, alle instanties verenigd.

Art. 43. Binnen de vier maanden volgend op het einde van elke mandaatuitoefening stellen de instanties hun activiteitenverslag van het afgelopen jaar alsook de toekomstvooruitzichten die eruit kunnen worden afgeleid, voor aan de Conferentie van de Voorzitters en Vice-voorzitters bedoeld in artikel 23 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten.

Art. 44. Indien twee of meer instanties bedoeld in deze afdeling bevoegd zijn voor eenzelfde domein, komen ze ten minste één keer per jaar bijeen om hun acties te coördineren.

Onderafdeling 2. — De Raad voor de hulpverlening aan theaterprojecten

Art. 45. De Raad brengt adviezen uit over de aanvragen om punctuele steun ingediend bij de Franse Gemeenschap en in verband met de projecten voor toneelvoorstellingen.

Art. 46. De Raad is samengesteld uit dertien werkende stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties en onderverdeeld als volgt :

- 1° vijf deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op het gebied van de creatie en de verspreiding inzake toneelkunst;
- 2° vier vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties;
- 3° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

Onderafdeling 3. — De Raad voor de Dramatische kunst

Art. 47. De Raad formuleert elk advies of elke aanbeveling over het beleid gevoerd in de theatersector en in het bijzonder, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 45 van dit besluit, adviezen bedoeld in de artikelen 45, 50, 55, 61, 65 en 71 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten.

Art. 48. § 1. De Raad is samengesteld uit dertien werkende stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties en onderverdeeld als volgt :

- 1° vier deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op het gebied van de dramatische kunst;
- 2° een deskundige afkomstig uit een vereniging met als maatschappelijk doel ten minste de verdediging van de gebruikers of een categorie van gebruikers;
- 3° vier vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties;
- 4° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

§ 2. Boven de leden bedoeld in artikel 4 van dit besluit is de Raad samengesteld uit de volgende leden met raadgevende stem : de Voorzitter en de Vice-Voorzitter van de Raad voor de hulpverlening aan theaterprojecten of in hun plaats elk ander lid afgevaardigd door deze Raad.

Onderafdeling 4. — De Raad voor de Danskunst

Art. 49. De Raad formuleert elk advies of elke aanbeveling over elke vraag rond de danskunst en in het bijzonder de adviezen bedoeld in de artikelen 45, 50, 55, 61, 65 en 71 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten.

De Raad brengt advies uit over :

- a) de toekenning van beurzen en financiële middelen op het gebied van de dans;
- b) het verlenen van hulp aan de creatie van choreografische spektakels;
- c) de toekenning van werkingssubsidies aan dansverenigingen;
- d) de toekenning van subsidies aan manifestaties en festivals die volledig of gedeeltelijk gewijd zijn aan de dans;
- e) de toekenning van subsidies aan instellingen en verenigingen inzake de bevordering en de ontwikkeling van de dans.

Art. 50. De Raad is samengesteld uit twaalf werkende stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties en onderverdeeld als volgt :

- 1° drie deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op het gebied van de danskunst;
- 2° twee deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op één van de volgende gebieden : het toneel, de muziek, de circuskunsten, de beeldende of visuele kunsten en de multimedia;
- 3° twee deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op het gebied van de choreografische verspreiding;
- 4° een vertegenwoordiger van erkende representatieve gebruikersorganisaties;
- 5° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

Art. 51. De Raad formuleert elk advies of elke aanbeveling over het beleid gevoerd op de gebieden die tot zijn bevoegdheid behoren en in het bijzonder de adviezen bedoeld in de artikelen 45, 50, 55, 61, 65 en 71 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten.

Art. 52. De Raad is samengesteld uit dertien werkende stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties en onderverdeeld als volgt :

- 1° zes deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op het gebied van de kermiskunsten, de circuskunsten en de straatkunsten;
- 2° een deskundige afkomstig uit een vereniging met als maatschappelijk doel ten minste de verdediging van de gebruikers of een categorie van gebruikers;
- 3° twee vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties;
- 4° vier vertegenwoordigers van ideologische of filosofische strekkingen.

Onderafdeling 6. — De Raad voor de Klassieke muziek

Art. 53. De Raad formuleert elk advies of elke aanbeveling over het beleid inzake klassieke muziek en in het bijzonder de adviezen bedoeld in de artikelen 45, 50, 55, 61, 65 en 71 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten.

Art. 54. De Raad is samengesteld uit veertien werkende stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties en onderverdeeld als volgt :

- 1° drie professionelen die de activiteit van uitvoerende kunstenaar van klassieke muziek uitoefenen;
- 2° drie professionelen die de activiteit van programmamaker uitoefenen of die hun activiteit op het gebied van de platen uitoefenen;
- 3° drie professionelen die de activiteit van muziekcriticus of onderwijs inzake klassieke muziek uitoefenen;
- 4° een deskundige afkomstig uit een vereniging met als maatschappelijk doel ten minste de verdediging van gebruikers of een categorie van gebruikers;
- 5° een vertegenwoordiger van erkende representatieve gebruikersorganisaties;
- 6° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

Onderafdeling 7. — De Raad voor de Hedendaagse muziek

Art. 55. De Raad formuleert elk advies of elke aanbeveling over het beleid inzake hedendaagse muziek en in het bijzonder de adviezen bedoeld in de artikelen 45, 50, 55, 61, 65 en 71 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten.

Onder hedendaagse muziek wordt verstaan de muzikale werken gecomponeerd tijdens de laatste vijftig jaren te rekenen vanaf de aanhangigmaking van de Raad.

Art. 56. De Raad is samengesteld uit veertien werkende stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties en onderverdeeld als volgt :

- 1° drie professionelen die de activiteit van componist van hedendaagse muziek uitoefenen;
- 2° twee professionelen die de activiteit van uitvoerende kunstenaar van hedendaagse muziek uitoefenen;
- 3° vier professionelen die de activiteit van programmamaker, muziekcriticus of van leraar van hedendaagse muziek uitoefenen of die hun activiteit op het gebied van de platen uitoefenen;
- 4° een vertegenwoordiger van een erkende representatieve gebruikersorganisatie;
- 5° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

Onderafdeling 8. — De Raad voor de niet-klassieke muziek

Art. 57. De Raad formuleert elk advies of elke aanbeveling over het beleid inzake niet-klassieke muziek en in het bijzonder de adviezen bedoeld in de artikelen 45, 50, 55, 61 en 71 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten.

Art. 58. De Raad is samengesteld uit vijftien werkende stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties en onderverdeeld als volgt :

- 1° vijf professionelen die hun activiteit volledig of gedeeltelijk uitoefenen in één van de volgende sectoren : jazz, lied met inbegrip van het lied voor kinderen, traditionele muziek of muziek van de wereld;
- 2° drie professionelen die hun activiteit volledig of gedeeltelijk uitoefenen in één van de volgende sectoren : rock, hip hop of elektronische muziek;
- 3° een deskundige afkomstig uit een vereniging met als maatschappelijk doel tenminste de verdediging van gebruikers of één categorie van gebruikers;
- 4° twee vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties in één van de volgende sectoren : jazz, lied, traditionele muziek of wereldmuziek, rock, hip hop of elektronische muziek;
- 5° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

Onderafdeling 9. — De Interdisciplinaire Raad

Art. 59. De Raad formuleert elk advies of elke aanbeveling over de projecten inzake creatie en/of verspreiding die behoren tot de verschillende domeinen van de podiumkunsten en in het bijzonder de adviezen bedoeld in de artikelen 45, 50, 55, 61, 65 en 71 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten.

Onverminderd artikel 44 coördineert de Raad de adviezen die uitgebracht worden door de adviesinstanties bedoeld in de artikelen 45 tot 58, 63 en 64 van dit besluit voor de dossiers die tot verschillende domeinen behoren.

Art. 60. De Raad is samengesteld uit dertien stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties en onderverdeeld als volgt :

1° een deskundige die het bewijs levert van zijn bevoegdheid of zijn ervaring op het gebied van de dramatische kunst en in het bijzonder van een bevoegdheid op het gebied van de theaterverspreiding in de Franse Gemeenschap;

2° een deskundige die het bewijs levert van zijn bevoegdheid of zijn ervaring op het gebied van het Kinder- en Jeugdtoneel;

3° een deskundige die het bewijs levert van zijn bevoegdheid of zijn ervaring op het gebied van de niet-klassieke muziek en in het bijzonder van een bevoegdheid op het gebied van de muziekverspreiding in de Franse Gemeenschap;

4° een deskundige die het bewijs levert van zijn bevoegdheid of zijn ervaring op het gebied van de klassieke en de hedendaagse muziek;

5° een deskundige die het bewijs levert van zijn bevoegdheid of zijn ervaring op het gebied van de danskunst;

6° een deskundige die het bewijs levert van zijn bevoegdheid of zijn ervaring op het gebied van de kermiskunsten, de circuskunsten en de straatkunsten;

7° een deskundige die het bewijs levert van zijn bevoegdheid of zijn ervaring op het gebied van de wetenschappen en de informatietechnologieën;

8° twee vertegenwoordigers van erkende interdisciplinaire representatieve gebruikersorganisaties van de beroepssector van de podiumkunsten;

9° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen;

Onderafdeling 10. — Het Overlegcomité voor de podiumkunsten

Art. 61. Het overlegcomité formuleert aanbevelingen en adviezen over elke vraag rond het algemeen beleid inzake de Podiumkunsten.

Het wordt voorafgaandelijk aan elk ontwerp van reglementair decreet of reglementair besluit betreffende de beroepssector van de Podiumkunsten, geraadpleegd.

Art. 62. § 1. Het overlegcomité van de podiumkunsten is samengesteld uit stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering en onderverdeeld als volgt :

1° hoogstens drie vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties op het gebied van de dramatische kunst;

2° hoogstens twee vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties op het gebied van het kinder- en jeugdtonel;

3° hoogstens twee vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties op het gebied van de danskunst;

4° hoogstens twee vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties op het gebied van de kermiskunsten, de circuskunsten en de straatkunsten;

5° hoogstens drie vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties op het gebied van de niet-klassieke muziek;

6° hoogstens drie vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties op het gebied van de klassieke en/of de hedendaagse muziek;

7° een erkende representatieve gebruikersorganisatie op het gebied van de verspreiding van de podiumkunsten;

8° ten minste één vertegenwoordiger van erkende interdisciplinaire representatieve gebruikersorganisatie in de beroepssector van de podiumkunsten;

9° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

§ 2. De Voorzitter van het Overlegcomité nodigt de voorzitters en vice-voorzitters van de adviesinstanties die behoren tot de beroepssector van de podiumkunsten, voor zijn vergaderingen uit. Ze worden uitgenodigd in functie van hun bevoegdheid ten aanzien van de punten die op de agenda staan.

§ 3. Het overlegcomité organiseert elk jaar ten minste één vergadering met alle voorzitters en vice-voorzitters van de adviesinstanties die behoren tot de beroepssector van de Podiumkunsten.

Afdeling 2. — De podiumkunsten voor kinderen en jeugd

Onderafdeling 1. — De Raad voor het kinder- en jeugdtonel

Art. 63. De Raad oefent de opdrachten bedoeld in het decreet van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtonel uit. Hij kan ook, op verzoek van de Regering of op eigen initiatief, adviezen uitbrengen over het kinder- en jeugdtonel zowel wat betreft de vragen van algemene orde als de artistieke en financiële werking van toneelgezelschappen en -centra.

Art. 64. De Raad is samengesteld uit vijftien werkende stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties en onderverdeeld als volgt :

1° twee deskundigen die een activiteit van culturele programmamaker uitoefent, belast met de decentralisatie in de Franse Gemeenschap en in het bijzonder met het Kinder- en jeugdtonel;

2° drie professionelen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid op het gebied van het Kinder- en jeugdtonel;

3° een deskundige afkomstig uit een vereniging met als maatschappelijk doel ten minste de verdediging van gebruikers of een categorie van gebruikers;

- 4° twee professionelen die een onderwijsactiviteit uitoefent in het basis- of secundair onderwijs;
- 5° een deskundige afkomstig uit een vereniging met als maatschappelijk doel ten minste de verdediging van gebruikers of een categorie van gebruikers;
- 6° twee vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties;
- 7° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

HOOFDSTUK 4. — *De niet-professionele sector van de podiumkunsten*

Afdeling 1. — De Commissie voor amateurtoneel

Art. 65. De Commissie formuleert elk advies of elke aanbeveling over de subsidieaanvragen en de financiële hulpmiddelen aan de amateurtoneelgezelschappen alsook over elk beleid inzake de amateurtoneelpraktijk.

Art. 66. De Commissie is samengesteld uit twaalf werkende stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties en onderverdeeld als volgt :

- 1° twee deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op het gebied van het amateurtoneel dat niet in de streektaal gebeurt;
- 2° een deskundige die het bewijs levert van zijn bevoegdheid of zijn ervaring op het gebied van het amateurtoneel in de streektaal;
- 3° vijf vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties;
- 4° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

HOOFDSTUK 5. — *De sector van de culturele centra*

Afdeling 1. — De Commissie voor de culturele centra

Art. 67. De Commissie formuleert elk advies, elke aanbeveling of voorstel over het beleid gevoerd in de sector van de culturele centra alsook over de erkenning, de rangschikking in categorieën, de declassering, de intrekking van de erkenning en de opschorting van de toekenning van subsidies aan culturele centra.

Art. 68. De Commissie is samengesteld uit vijftiengewerkende stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering overeenkomstig artikel 3 van het decreet betreffende de adviesinstanties en onderverdeeld als volgt :

1° vier deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op één van de volgende gebieden :

- a) podiumkunsten;
- b) beeldende kunsten en visuele kunsten;
- c) letteren en boekwezen;
- d) de audiovisuele sector en de film;
- e) informatie en publieke lezing;
- f) het kindwelzijn en de jeugd;
- g) de uitdrukking en de creativiteit;
- h) de permanente opvoeding;
- i) het patrimonium en de talen;

2° zes professionelen die het ambt van animators-directeurs in een erkend cultureel centrum uitoefenen;

3° acht deskundigen die het bewijs leveren van hun bevoegdheid of hun ervaring op het cultureel gebied waarvan :

- a) vijf afkomstig uit de culturele diensten van verschillende Franstalige provincies;
- b) één afkomstig uit de culturele diensten van de Franse Gemeenschapscommissie;
- c) twee afkomstig uit een raad van bestuur van een erkend plaatselijk of gewestelijk centrum;

4° een deskundige afkomstig uit een vereniging met als maatschappelijk doel ten minste de verdediging van gebruikers of een categorie van gebruikers;

5° twee vertegenwoordigers van erkende representatieve gebruikersorganisaties die actief zijn in de sectoren van culturele centra;

6° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

TITEL III. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 69. § 1. In het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening :
1° artikel 3, eerste lid wordt vervangen door : « Er wordt een Raad voor de openbare bibliotheken opgericht, hierna de Raad genoemd »;

2° artikel 3, tweede lid, wordt opgeheven;

3° in artikel 10, § 1, derde lid worden de woorden « het Provinciaal Coördinatiecomité gehoord » geschrapt;

4° in artikel 10, § 2, tweede lid worden de woorden « het Provinciaal Coördinatiecomité gehoord » geschrapt;

5° in artikel 13, eerste lid, worden de woorden « Hoge Raad voor de Openbare Bibliotheken » vervangen door de woorden « Raad voor de Openbare Bibliotheken »;

6° artikel 13, tweede lid, wordt opgeheven;

§ 2. Het decreet van 26 mei 1981 tot inrichting van de Hoge Raad voor volkskunst en volksgebruik wordt opgeheven;

§ 3. In het decreet van 5 juli 1985 tot oprichting van de Raad voor heraldiek en vlaggenkunde van de Franse Gemeenschap van België en tot vaststelling van de vlag, het zegel en het wapen van de steden en gemeenten, worden de artikelen 2 tot 3, 5, eerste lid en 6 opgeheven.

§ 4. In het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra :

1° wordt artikel 19, eerste lid, vervangen door de woorden « Er wordt een Commissie voor de culturele centra opgericht », hierna « de Commissie » genoemd;

2° worden de artikelen 19, tweede lid, 21, 22, 23 en 24 opgeheven;

3° worden de woorden « Adviescommissie voor de culturele centra » bedoeld in de artikelen 13, 15, 16, 29, 33 en 34 vervangen door de woorden « Commissie voor de culturele centra ».

§ 5. In het decreet van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtoneel worden de artikelen 19 tot 21 opgeheven, met uitzondering van artikel 19, eerste zin.

§ 6. In het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap :

1° in artikel 1, § 1, *h)*, wordt het woord « roerend » toegevoegd na de woorden « de adviescommissie van het cultureel » en wordt de zin « Voor de toepassing van hoofdstuk VII wordt verstaan onder "Commissie" de Adviescommissie van het mondeling en immaterieel patrimonium » toegevoegd na de woorden « de Franse Gemeenschap »;

2° wordt artikel 3 vervangen als volgt : « Artikel 3. Er worden een Adviescommissie voor het cultureel roerend patrimonium en een Adviescommissie voor het mondeling en immaterieel patrimonium opgericht ».

§ 7. In het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen :

1° in artikel 1, eerste lid, 3° wordt het woord "Hoge" geschrapt;

2° wordt artikel 16 vervangen als volgt : « Artikel 16. Er wordt een Raad voor musea en andere museale instellingen opgericht. »;

3° worden de artikelen 17 tot 28 opgeheven.

§ 8. In het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten :

1° in artikel 4, eerste lid :

a) in 1° worden de woorden "en de Raad voor de hulpverlening aan theaterprojecten" toegevoegd na de woorden "Raad voor de Dramatische kunst";

b) in 2° worden de woorden "de Raad voor de Choreografische kunst" vervangen door de woorden "Raad voor de Danskunst";

c) in 3° worden de woorden "de Raad voor de klassieke en de hedendaagse muziek" vervangen door de woorden "de Raad voor de Klassieke muziek en de Raad voor de Hedendaagse muziek";

d) in 4° worden de woorden "le Conseil des Musiques d'Expression non classique" in de Franse tekst vervangen door de woorden "le Conseil des Musiques non classiques »;

2° in artikel 5 worden de woorden "binnen de perken van artikelen 6 en 7" vervangen door de woorden "met inachtneming van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector";

3° in artikel 21 wordt het eerste lid, 2°, vervangen als volgt : « 2° binnen de zes maanden na de oprichting ervan, deontologische regels op te stellen die van toepassing zijn op het geheel van de leden van de instanties »;

4° de artikelen 6 tot 20, 24 met uitzondering van de eerste zin en 25 tot 29 worden opgeheven.

§ 9. In het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België, wordt afdeling 5 opgeheven, met uitzondering van artikel 10, eerste zin.

Art. 70. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 oktober 1991 tot vaststelling van de modaliteiten van de steun aan de verspreiding in de Franse Gemeenschap :

1° In het opschrift wordt het woord "verspreiding" vervangen door het woord "boekhandel";

2° in artikel 1 worden de woorden "Fonds voor steun aan de kwaliteitsvolle boekwinkel" vervangen door de woorden "Fonds voor steun aan de boekhandel";

3° in artikel 2, § 2, worden de woorden "Commissie voor steun aan de verspreiding" vervangen door de woorden "Commissie voor steun aan de boekhandel";

4° de artikelen 3, 4 en 5 worden opgeheven.

§ 3. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1992 houdende oprichting van de "Conseil supérieur de la Langue française de la Communauté française" (Hoge Raad voor de Franse Taal van de Franse Gemeenschap) :

1° worden de artikelen 1 tot 10 opgeheven;

2° in artikel 11 worden de woorden "met uitzondering van 6 en 7" geschrapt.

§ 4. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 1995 betreffende de organisatie van de openbare dienst voor lectuurvoorziening :

1° in artikel 1 worden de woorden "Hoge Raad voor het Openbare Bibliotheekwezen" vervangen door de woorden "Raad voor de openbare bibliotheken" en worden de woorden "het Provinciaal Comité : het Provinciaal Coördinatiecomité voor de openbare lectuurvoorziening" geschrapt;

2° in artikel 11, § 2, worden de woorden "van het Provinciaal Comité" vervangen door de woorden "van de Raad";

3° in artikel 11, § 3, eerste lid, worden de woorden "van het bevoegd provinciaal Comité" vervangen door de woorden "van de Raad";

4° in artikel 35, § 3 worden de woorden "en het Provinciaal Comité" geschrapt;

5° in artikel 38 worden de woorden "De Raad en het Provinciaal Comité moeten hun advies" vervangen door de woorden "de Raad moet zijn advies";

6° worden de artikelen 67 tot 72 opgeheven.

Art. 71. Opgeheven worden :

1° de artikelen 1 tot 5 van het besluit van de Executieve van 5 juli 1985 tot instelling van een Commissie voor de letteren van de Franse Gemeenschap;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 1987 houdende oprichting van de Adviescommissie voor het amateurtoneel;

3° de artikelen 2 tot 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 april 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor steun aan het uitgeversbedrijf in de Franse Gemeenschap;

4° de artikelen 1 tot 6 en 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1988 tot oprichting van een Commissie van advies voor de beeldende kunsten van de Franse Gemeenschap;

5° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 maart 1990 tot oprichting van de Raad voor het Boek van de Franse Gemeenschap Wallonië-Brussel;

6° de artikelen 1 tot 12, en 14 van het besluit van de Executieve van 26 juni 1990 tot instelling van een Hoge Raad voor Etnologie van de Franse Gemeenschap van België;

7° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 maart 1991 tot instelling van een Raad voor de endogene gewestelijke talen van de Franse Gemeenschap van België, met uitzondering van artikel 12;

8° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 1994 betreffende de Adviescommissie voor de Culturele Centra;

Art. 72. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 73. De Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wier bevoegdheid de Cultuur behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juni 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3806

[2006/202954]

30 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel, notamment l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, et l'article 7, § 4, modifiés par le décret du 20 juillet 2005, et l'article 15 remplacé par le décret du 20 juillet 2005 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 24 janvier 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 27 janvier 2006;

Vu l'avis n° 39.842/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 février 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 15 juin 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 30 juin 2006;

Sur la proposition de la Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse;

Après délibération du Gouvernement,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « Décret » : le décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel;

2° « L'Administration » : la direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française;

3° « Organisation représentative agréée » : l'organisation représentative d'utilisateurs agréée en vertu de l'article 7 du décret et du chapitre III du présent arrêté ;

4° « Le Ministre » : le Ministre qui a dans ses attributions la matière dont relève le secteur concerné.

CHAPITRE II. — De la nomination des membres de l'instance d'avis

Art. 2. § 1^{er}. Le Ministre nomme les membres des instances d'avis après l'appel public aux candidatures prescrit à l'article 3, § 1^{er}, du décret.

§ 2. Cet appel est publié par l'Administration au *Moniteur belge* et est immédiatement diffusé sur le site Internet www.culture.be. Il est transmis aux instances d'avis concernées.

§ 3. L'appel public à candidature précise les éléments suivants :

1° les incompatibilités énoncées à l'article 2 du décret;

2° l'intitulé et l'objet du ou des mandats;

3° le contenu de l'acte de candidature pour que ce dernier soit considéré comme complet;

4° l'adresse à laquelle il doit être envoyé;

5° le délai dans lequel il doit être envoyé.